

Journal International des Sachants

REVUE SCIENTIFIQUE
PLURIDISCIPLINAIRE



Journal International
des Sachants



Fréquence
TRIMESTRIELLE

ISSN-P : 3079-3009

ISSN-L : 3079-3017

www.revuejds.net

info@revuejds.net

**Volume 1,
Numéro 2,
Août 2025**





**Journal International
des Sachants**



Revue scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Site web: <https://revuejds.net/>

Email : revuejds@gmail.com

Publié en Open Access



Abidjan, République de Côte d'Ivoire

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

INDEXATIONS ET REFERENCEMENTS INTERNATIONAUX

Pour toutes informations sur les indexations et référencements internationaux du **Journal International des Sachants (JDS)**, consultez les bases de données ci-dessous :



<https://sjifactor.com/passport.php?id=24370>



<https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009>



<https://ascidatabase.com/masterjournalist.php?v=3079-3009>



<https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-/2526>

Impact factor: SJIF 2025: 3.767

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

REVUE ELECTRONIQUE

Journal International des Sachants (JDS)

Revue Scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009 (Print ou imprimé)

ISSN-L: 3079-3017 (Online ou en Ligne)

Equipe Editoriale

Directeur de publication : Les Éditions Croco

Rédacteur en chef : SANOGO Tiantio Epouse BAMBA, INSAAC, Côte d'Ivoire

Chargé de diffusion et de marketing : ETTIEN N'Doua Etienne, UFHB, Côte d'Ivoire

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen, UAO, Côte d'Ivoire

Comité Scientifique

ADOUBI Thierry Hugues, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

ASSEKA Tchoman François, Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara ;

BA Idrissa, Professeur Titulaire, Université Cheikh Anta Diop ;

BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférence, Université Alassane Ouattara ;

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara ;

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

FAYE Valy, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

KAMARA Adama, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférence, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro ;

N'DAH Didier, professeur titulaire, Université d'Abomey-Calavi ;

OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara ;

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop ;

SILUE Oumar, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Comité de Lecture

BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

BAMBA Fatoumata, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;

DAO Salifou, Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

GBOLA serge Arnaud, Maître Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

SIDIBÉ Moussa, Maître-Assistant, Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara ;

KANGA Kouakou Hermann Michel, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara ;

KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférences, Criminologie, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Espagnol, Université Alassane Ouattara ;

KONE Kiyali, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;

KONE Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;

KONE Tchima Rolland, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;

MEITÉ Ben Soualiou, Maître de Conférences, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny ;

MOULARET Renaud-Guy Ahioua, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

MAMADOU Bamba, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;

N'DAYE El Hadj Amadou Ba, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

SYLLA Makémissa, Assistante, Université Alassane Ouattara ;

TRAORE Amadou, Maître de Conférences, Université de Ségou ;

TRAORE Fanta, Assistante, Université Alassane Ouattara ;

TRAORE Sogotiènin Ramata, Maître-Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;

YOKORE Zibé Nestor, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ZABSONRE Moussa, Maître-Assistant, Université Yembila Abdoulaye Toguyeni.

Comité de rédaction

AHOUE Jean-Jacques, Assistant, Université de San-Pedro ;

ASSEKA Tchoman François Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

BROU N’Goran Alphonse, Maitre-Assistant, Université Alassane Ouattara ;

COULIBALY Wayarga, Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;

COULIBALY Yallamoussa, Assistant, Université Alassane Ouattara ;

DJE Yao Lopez, Assistant, Université Alassane Ouattara ;

DJIGUE Sidjé Edwige Françoise, Maitre-Assistante, Université Alassane Ouattara ;

DJOKOURI Innocent, Maître-Assistante, Université Péléforo Gon Coulibaly ;

EHILE Kadja Olivier Maitre-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC)

GUEYE Yoro Emmanuel, Maitre-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

KAZIO Djidjé Jean-Jacques, Assistant, Université de Bondoukou ;

KONE Tiégbè Gaston, Maitre-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

KOUAME Affoua Eugénie, Assistante, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny ;

LOBA Léon Fabrice, Attaché de Recherche, Institut d'Histoire d'Art et d'Archéologie Africain (IHAAA) ;

OZOUKOU Koudou François, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;

SANOGO Tiantio épouse BAMBA, Maitre-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

TIE BI Galla Guy Rolland Maitre-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;

TOURE Gninin Aicha, Maitre-Assistante, Université Félix Houphouët-Boigny ;

TOURE Kignigouoni Dieudonné Espérance, Maitre-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;

COORDINATEUR GENERAL DU NUMERO :

KAZON Diescieu Aubin Sylvère

Maître de conférences CAMES,
Université Félix Houphouët-Boigny

.....

Contacts JDS

Site web: <https://revuejds.net/>

Email : revuejds@gmail.com

Tél. : + 225 0779360611 / 07480453267

.....

Indexations et référencements internationaux :

Sjifactor: <https://sjifactor.com/passport.php?id=24370>

ARI : <https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009>

ASCI: <https://ascidatabase.com/masterjournalist.php?v=3079-3009>

IPIndexing: <https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-2526>

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

PRESENTATION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) est une revue scientifique pluridisciplinaire dédiée à la valorisation et à la vulgarisation des résultats de recherches innovantes, de découvertes de pointe et de productions scientifiques originales et pertinentes dans divers domaines scientifiques. Disposant de comité scientifique et de lecture, la revue **JDS** offre ainsi aux chercheurs du monde entier, une plateforme de publication de haute qualité en favorisant le partage des connaissances et de la collaboration au sein de la communauté scientifique.

JDS est une revue évaluée par des pairs (*blind peer review*) et en libre accès "*Open access*" relevant des Editions Croco. Il publie les articles dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales ; Langues et littérature ; Art, patrimoine et culture ; Sciences du Langage et de la Communication ; Sciences Economiques et de Gestion ; Sciences politiques et Juridiques. Dans sa vision d'ouverture, **JDS** encourage la collaboration interdisciplinaire entre les chercheurs de tous les pays africains et du monde.

Les articles proposés doivent respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent être originaux et n'avoir jamais fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture. Ils sont soumis à une sélection initiale par l'éditeur, puis à un processus rigoureux d'évaluation par les pairs en double aveugle avant publication.

PROTOCOLE DE REDACTION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. - 2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparaît en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («... »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{de} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :

Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.

- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.

Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.

- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.

Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Le non-respect de ces recommandations ci-dessus conduit au rejet systématique du manuscrit.

SOMMAIRE

SECTION 1 : LANGUES & LITTERATURE

Etudes germaniques

1. **Spott und Ironie als Mittel zur Dekonstruktion der NS-Ideologie in Die Blechtrommel (1959) von Günter Grass**
Fabrice AKA & Kouadio Deless Bouavie ANDJE 1-15
2. **Die sprachliche Nicht-Repräsentierbarkeit: Beispiele einiger übersetzten Diskurse von der Abbey-Sprache ins Deutsche**
Eppié Augustine Michaela BONGBA..... 16-24
3. **Der letzte Aufstand: Eine vergleichende Analyse des Selbstmords in Sembène Ousmanes La Noire de... und Stefan Zweigs Leporella**
EDI Yapi Pierre-Clovis..... 25-41

Etudes hispaniques

4. **Aproximación etnolingüística a No hay país para negros de Oscar Kem-Mekah kadzue**
Roseline FOUODJI WAGOUM Epse DJATSA..... 42-58
5. **Ironía como estrategia narrativa en la obra de carmen martín gaité: recurso estilístico, crítica sociocultural**
Amenan Opportune AHOUSY Épse DAVODOUN..... 59-74

Lettres Modernes

6. **Le quadrillage du récit dans le roman français de l'extrême contemporain**
Pierre Olivier EMOUCK..... 75-90
7. **ALERTE ! PEUPLE MIEN de Nakpoha-Pédja COULIBALY : lecture poly-isotopique du malaise social des sociétés africaines**
ASSOUMAN Noëlle Larissa Épse KOFFI 91-103
8. **La reterritorialisation refoulée dans Bamako Paris New York de Manthia Diawara**
Nadège ZANG BIYOGHE..... 104-114

SECTION 2 : COMMUNICATION, ARTS, CULTURE ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

9. **Enjeux de l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans la postproduction cinématographique**
Bonaventure LOKOSSOU & Elavagnon Dorothée DOGNON..... 115-128
10. **Usages, perception et défis de l'intelligence artificielle chez les formateurs indépendants en Côte d'Ivoire**
Henri-Joël KOFFI..... 129-140

11. Autopromotion et excellence scolaire : le défi communicationnel de la Soukpa Fondation en Côte d'Ivoire Daouda FOFANA	141-158
12. L'usage des réseaux sociaux numériques dans la communication institutionnelle du PDCI-RDA Katcha Richmond KOUACOU & N'dah Éric ANNET.....	159-171
13. Contribution de la communication à la gestion des biens publics par les collectivités territoriales : le cas de la mairie de Bouaké Imbie Anicette AMON épouse FOLOU.....	172-190
14. La question du harcèlement sexuel en milieu universitaire en Côte d'Ivoire : enjeux, défis et perspectives Aya Carelle Prisca Kouamé-Konaté, Affoué Hélène Aké & Jean-Claude Oulai.....	191-205

Patrimoine, art, culture, cinéma & tourisme

15. Les manifestations et défis des formes de tourisme durable associées au tourisme rural intégré Lamine SAMBOU.....	206-220
---	---------

SECTION 3 : SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Archéologie

16. L'habitat colonial à Sassandra : une approche archéologique de l'impérialisme française en Côte d'Ivoire DJEZOU Kouamé Innocent, ETTIEN N'doua Etienne & AHOUE Jean-Jacques.....	221-234
17. Premier exemple de valorisation d'un patrimoine archéologique impacté par les travaux de construction du barrage hydroélectrique en Côte d'Ivoire KONE Gnaman Léontine & KIENON-KABORE Timpoko Hélène.....	235-247

Histoire

18. L'état de Côte d'Ivoire dans l'accompagnement du football de 1960 à 2015 Kanga Gérard Brice ESSE, Anicet Kouadio KOFFI & Marc Stéphane GBÉDIA.....	248-268
19. Nomination des premiers ministres de sortie de crise en Côte d'Ivoire : cas de Charles Konan Banny KONDON Dago Aimé & N'GUESSAN Mahomed	269-285
20. Communautés villageoises, exploitation forestière et lutte pour le développement socio-économique au Cameroun : perspective historique Yannick ZO'OBO.....	286-301
21. Problématique de la libre circulation dans l'espace CEDEAO (1979-2020) : État des lieux et perspectives Wend-Vénèda Arsène DIPAMA.....	302-318

22. Frontières, influences régionales et enracinement du conflit indépendantiste en Casamance (1983-1994) Kobenan Paul KOUASSI & Abdoulaye BAMBA.....	319-336
23. La lagune Aby dans l'organisation culturelle des Bétibé à l'époque précoloniale (1692-1754) Ben Soualiouo MEITE & Konan Samuel N'GUESSAN.....	337-347
24. L'asile entre hospitalité et rivalités diplomatiques : la Côte d'Ivoire au cœur des mobilités politiques ouest-africaines (1960–2010) » Rokia Alexandra KONATE.....	348-365
25. L'usage de l'histoire dans la politique étrangère du Ghana sous Kwame Nkrumah DAPPAH Abou.....	366-384

Géographie

26. Populations urbaines à l'épreuve des risques sanitaires et environnementaux de l'élevage à Daloa (Côte d'Ivoire) Gué Pierre GUELE, Drissa TRAORE & Kouadiobla Romaine Josée BODO....	385-400
27. Potentiel d'inclusion financière du mobile money dans le milieu rural du département de Sinématiali Kapiéfolo Julien KONÉ, Kolotioloma Honoré TUO, Affouet Anne-Marie N'DRI & Alain François LOUKOU.....	401-417
28. Orpaillage et transformation de la vie rurale en Côte d'Ivoire : cas du village d'Assafo dans la sous-préfecture de Tanda Tolla Koffi ALLOU.....	418-434
29. Production informelle de la ville dans le Grand Ouaga au Burkina Faso Abdoul Karim BAZIE.....	435-448
30. La gestion coutumière des conflits fonciers dans le canton de Koudougou au Burkina Faso Zakaria ZONGO & Issa SORY.....	449-465
31. Exploitation du bas-fond de Natio-Kobadara : source de risques sanitaires et environnementaux dans la ville de Korhogo Moussa COULIBALY	466-479
32. Défis de l'accès à l'eau potable dans la ville de Boundiali (nord de la Côte d'Ivoire) Sindou Amadou KAMAGATE, Idrissa SARAMBE & Brahim CISSE.....	480-492
33. A Multi-Criteria Geospatial Framework for Enhanced Landslide Hazard and Risk Mapping in Southern California's Coastal Zone Lila Reni Bibriven	493-516
34. L'étalement urbain au péril de l'agriculture urbaine dans la ville de Bouaké (centre de la Côte d'Ivoire) Zana Souleymane OUATTARA.....	517-530

- 35. Aménagement arboricole et conservation de la biodiversité végétale à Yaoundé 7**
Fridolin Brice Nicolas Atekoa Mbarga & Aurel Vedel Tchuegang Touyim..... 531-546
- 36. Défis et perspectives pour une ville de Cocody verte**
Assalé Félix AKA 547-559
- 37. Évolution du secteur de l'hydraulique rurale au Sahel à travers le cas du département de Téra : progrès, défis et stratégies communautaires endogènes**
Yayé MOUSSA..... 560-582
- 38. Incidences de la faible dotation des cantines scolaires en denrées alimentaires sur les élèves et leurs parents dans la DRENA de Ferkessédougou (Nord-Côte d'Ivoire)**
Lornandjou Barakissa SORO, Nogodji Jean YEO, YOMAN N'Goh Koffi Michael & Arsène DJAKO..... 583-599
- 39. L'eau de puits : une source de résilience face aux défaillances de l'approvisionnement en eau potable à Bouaké (centre de la Côte d'Ivoire)**
Michiapo Blandine KOUAME, Olga Adéline BRISSY & Joseph P. ASSI-KAUDJHIS..... 600-615

Philosophie

- 40. La place du divin dans la résolution de la crise écologique : une lecture augustinienne**
N'gouan Yah Pauline ANGORA épouse ASSAMOI..... 616-624

Anthropologie et sociologie

- 41. Stigmatisation et résilience : Vécu des Mères Célibataires dans la Commune d'Agla (Cotonou)**
Emilia Mawugnon AZALOU TINGBE..... 625-637
- 42. Actrices ou victimes : rôles des femmes dans les conflits extrémistes dans la commune d'Abala**
HAROUNA OUSMANE Ibrahim..... 638-648
- 43. Le chômage des jeunes dans la ville de Pikine : contours, stratégies de contournement et dénouements**
Mor DIOP..... 649-665
- 44. Logiques socio-économiques d'appropriation des réserves administratives à Korhogo, au Nord de la Côte d'Ivoire**
COULIBALY Gninnan Hervé, GNAN Olivier, GOUETI-BI Jean-Noël & OUATTARA Gbafo..... 666-683
- 45. Alliance matrimoniale et consolidation des liens au nord Cameroun : une analyse sociologique de l'intégration et de la cohésion sociale des enfants issus de mariages interethniques**
Paulette Mappi Dzukou..... 684-702

- 46. Quand les ordures deviennent une ressource :
capitalisme, concurrence et profit dans les villes ivoiriennes**
Kouamé Chérubin KRA..... 703-721
- 47. Tarification forfaitaire subventionnée et unité départementale d'assurance
maladie : une innovation du service de CPN à Sokone (Sénégal)**
Paul Mamba DIÉDHIOU & Oumarou AROU..... 722-733
- 48. « Souroundou » et cérémonies de mariage chez les populations
des villes de Niamey et Maradi (Niger)**
Halimatou SAMINOU OUMAROU &
Mohamed Moctar ABDOURAHAMANE..... 734-743
- 49. La discrimination positive par les marchés publics et l'autonomisation
des femmes : quel impact pour les femmes de Kovié et de Wli au Togo ?**
Solenko GNENDA..... 744-759
- 50. Wahhabisme et entrepreneuriat féminin en Côte-d'Ivoire**
Zadi Serge ZADI..... 760-778
- 51. Recolonisation et maintien des transporteurs sur les espaces
publics autour des institutions : le cas d'Abobo**
Ali Coulibaly..... 779-794

Science de l'éducation

- 52. Gestion des crises scolaires au sein des établissements secondaires :
rôle des directions d'école**
Noufou OUEDRAOGO..... 795-810

SECTION 4 : SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

- 53. Analysis of the effects of foreign direct investment
on the energy transition in Côte d'Ivoire**
ALLO BENJAMIN KOFFI..... 811-824
- 54. La gestion de compétences dans le contexte de
la décentralisation et de crise au Mali**
SIDIBE Mariam & Houdou Attikou DIALLO..... 825-836
- 55. Analyse de la transparence des pratiques du recrutement dans un
Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial de Ségou, Mali**
Oumar TANGARA, Thierno B BAGAYOKO,
N'To SAMAKE & Yacouba BALLO..... 837-847

Le chômage des jeunes dans la ville de Pikine : contours, stratégies de contournement et dénouements

Mor DIOP

*Docteur en sociologie du développement,
Laboratoire de Sociologie d'Anthropologie et de Psychologie,
Université Cheikh Anta Diop,
Dakar - Sénégal,
Email : mor56.diop@ucad.edu.sn*

Date de soumission : 12-06-2025

Date de publication : 31-08-2025

Résumé

Située dans la banlieue de Dakar, la ville de Pikine est confrontée à un taux élevé de chômage chez les jeunes. D'après l'ANSD, le taux de chômage du pays est de 19,5% en 2023 et il touche plus les zones urbaines que les zones rurales. Cette étude est réalisée sur 292 jeunes pour s'interroger sur la configuration du chômage, sur les stratégies des jeunes pour faire face afin de subvenir à leurs besoins et sur les voies à suivre pour lutter contre ce phénomène. La méthode quantitative est adoptée afin d'analyser les données issues des variables ciblées. Les résultats montrent que face à la précarité, les jeunes chômeurs tentent de subvenir à leur besoin grâce au travail occasionnel pour les hommes et par assistance de la famille, des proches ainsi que par le travail et le business épisodique pour les femmes. Un nombre important d'hommes chômeurs ont aussi recours au travail et business occasionnel, mais également aux jeux de hasard et aux transferts de fonds des émigrés qui participent directement et indirectement à la satisfaction des besoins des jeunes. Pour lutter contre le chômage, les jeunes préconisent sur le financement des projets et la formation des jeunes sur les métiers. Mais ils incitent les jeunes à ne négliger aucun travail et à avoir une qualification professionnelle.

Mots clés : chômage de jeunes, financement des projets, subvenir à leur besoin

Youth unemployment in the town of Pikine: contours, circumvention strategies and outcomes

Abstract

Located in the suburbs of Dakar, Pikine has been hit by a heavy dose of youth unemployment, which particularly affects the country's urban areas. According to the ANSD, the country's unemployment rate will be 19.5% in 2023, and it will affect urban areas more than rural ones. As a result, this study has been carried out on 292 young people in the locality, in order to examine unemployment patterns, young people's strategies for coping with unemployment and meeting their needs, and ways of combating the phenomenon. To answer these questions, the quantitative method is mainly used to analyze data from variables on the situation of unemployed young people in Pikine, and on possible solutions to the phenomenon. The results showed that, to cope with precariousness and harsh living conditions, unemployed young people try to meet their needs by occasional work for men and by assistance from family and friends, as well as through work and episodic business for women. A significant number of unemployed men also resort to occasional work and business, as well as gambling, lotteries and emigrant remittances, which contribute directly and indirectly to meeting the needs of young people. To combat

unemployment, the young people recommend that the authorities promote the triptych of training, support and financing, with particular emphasis on financing projects and training young people in trades. But they urge unemployed young people not to neglect any job and to have a professional qualification.

Key words: youth unemployment, financing projects, providing for their needs.

Introduction

Le Sénégal connaît une forte croissance démographique de 2,5% par an (M. A. Diallo, 2023 : 1) avec une population fortement jeune¹. Sa population est doublée chaque quart de siècle (République du Sénégal, 2021 : 2) et la moyenne d'âge de la population se situe à environ 19 ans. Selon M. A. Diallo (2023), la moitié de la population a moins de 18 ans en 2022, et les jeunes âgés entre 18 et 35 ans représentent 5,1 millions, soit 28,8% de la population nationale (Agence nationale de la statistique et de la démographie-ANSD, 2023 : 34). Les jeunes sont plus confrontés au problème du chômage, qui est un phénomène surtout urbain et dont les conséquences se traduisent parfois par la délinquance et l'insécurité (République du Sénégal, 2021 : 3 ; M. A. Diallo & S. Diallo, 2021 : 7, M. A. Diallo & H. Diallo, 2021 : 1). Le taux de chômage élargi² est de 19,5% en 2023 et est légèrement plus élevé en milieu urbain 20,1% contre 19,0% en zone rurale (ANSD, 2023 : 5). Trois jeunes sur 10 (29%) déclarent ne pas travailler alors qu'ils sont en quête d'emploi, en plus, le chômage inquiète également plus les jeunes (34%) que leurs aînés (20% à 30%) (M. A. Diallo, 2023 : 4). Ainsi, les jeunes peinent à participer activement au processus de développement économique et social du pays en raison d'un chômage élevé et d'un sous-emploi qui touche particulièrement ceux n'ayant aucune qualification spécifique.

D'ailleurs, le niveau de chômage au Sénégal demeure relativement élevé, car il est largement au-dessus du taux mondial et est supérieur à la moyenne d'Afrique subsaharienne. Cela justifie qu'il soit une préoccupation majeure pour les autorités publiques. Plusieurs initiatives en faveur de la promotion de l'emploi des jeunes ont été mises en place par l'État et ses partenaires mais, le chômage et le sous-emploi sont encore à des niveaux élevés (A. Kane et al., 2020 : 49). Que ce soit les pouvoirs publics, les partenaires techniques et financiers ainsi que les jeunes eux-mêmes ont développé d'immenses initiatives pour lutter contre ce fléau, mais les résultats

¹ 50% ont moins de 18 ans et 42% ont moins de 15 ans (Kane et al., 2019).

² Le Bureau Internationale du Travail (BIT) considère les chômeurs, toutes les personnes en âge de travailler et qui au cours de la période de référence, ont été sans travail. Elles sont disponibles pour travailler durant une période de deux semaines et ont recherché un travail sur la période des quatre semaines ayant précédé la date de collecte des données. Mais au sens élargi, au Sénégal, compte tenu du marché du travail qui est peu structuré pour la recherche de travail, les chômeurs concernent aussi les personnes sans emploi, qui sont disponibles, mais ne recherchent pas un emploi pour des raisons jugées indépendantes de leur volonté. Elles sont comptées parmi les chômeurs et prises ainsi en compte dans la détermination du niveau de chômage dans le pays (ANSD, 2023).

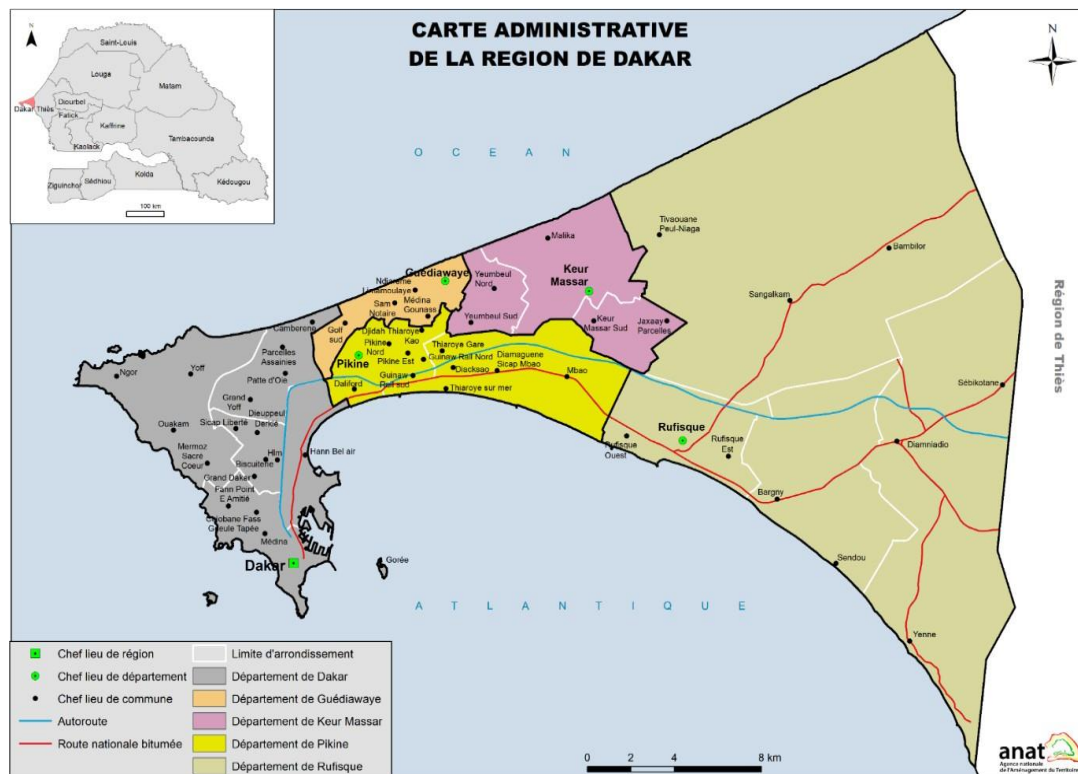
atteints sont largement en deçà des espérances (M. Ndiaye, 2002 : 12). En dépit de ces nombreuses interventions, force est de constater que le chômage et la précarité de l'emploi des jeunes constituent toujours une grande préoccupation (République du Sénégal, 2018 : 32 ; ANSD, 2017 : 7). Ainsi, le chômage et surtout le sous-emploi³ restent un réel problème au Sénégal (A. Kane A., 2014 : 20). Cette situation incite les jeunes à vivre de plus en plus toutes sortes de frustrations et de privations. Confrontés au chômage, ils peuvent être habités par un sentiment de culpabilité profond et injustifié, en ayant l'impression de porter un stigmate, des traumatismes, une détresse, un reniement d'eux-mêmes susceptibles et de leur faire perdre leur identité, leurs valeurs référentielles, en somme, le substratum de leur personnalité (M. Ndiaye, 2002 : 12).

Dès lors, Pikine⁴, une zone urbaine avec une forte population jeune, n'est pas épargnée par cette situation. La population jeune de Pikine représente 39,14 % de la population totale du pays, une masse non négligeable qui mérite une attention particulière face aux multiples défis auxquels elle est confrontée (PDV Pikine, 2017 : 44). Parmi ces défis, le chômage constitue une entrave importante au développement, une menace au vivre ensemble et à la sécurité du pays. L'emploi est par excellence un facteur d'intégration sociale, tandis que le chômage encourage des tendances à l'individualisme avec une forte aspiration de réalisation de soi. C'est pourquoi, il est question de voir sous quel angle, cette frange importante de la population peut accéder à l'emploi régulier décent qui permet la satisfaction de leurs besoins tout en intégrant la production de la richesse nationale et d'en être des bénéficiaires. Dans ce cas, comment réduire drastiquement ou régler ce fléau qui touche particulièrement les jeunes ? Comment ces derniers vivent avec cette situation et quels sont leurs voies et moyens pour faire face à ce phénomène. Ainsi, cette recherche vise à analyser le chômage des jeunes dans la ville de Pikine et les pistes de solution pour remédier à ce fléau ou le réduire.

³ Le sous-emploi peut être visible ou invisible. Le sous-emploi visible estimé en termes de temps de travail, compare le temps effectivement consacré à l'activité à une norme spécifiée (fixée par la loi ou la pratique) tandis que le sous-emploi invisible est analysé du point de vue de l'inadéquation entre l'emploi et les qualifications professionnelles d'une part et l'inadéquation entre l'emploi et le revenu d'autre part.

⁴ La ville de Pikine est l'un des départements de la région de Dakar qui se situe dans la zone de carrefour entre l'intérieur du pays et sa capitale économique et administrative.

Carte 1 : carte de la région de Dakar : identification du département de Pikine dans la région



Source : ANSD, Situation économique et sociale de la région de Dakar 2020-2021 (décembre 2023)

1. Méthodologie

Après avoir fait la recherche documentaire accentuée sur la thématique du chômage au Sénégal et plus particulièrement dans la ville de Pikine⁵, nous avons adopté uniquement l'approche quantitative. Le nombre total de jeunes enquêté sur le terrain est de 292. Le choix et la sélection des jeunes qui ont participé à l'étude ont été faits par la méthode aléatoire et par l'« *échantillonnage volontaire* », ce qui fait que les répondants sont uniquement des volontaires. De manière générale, les volontaires ont fait l'objet d'un examen pour voir, s'ils entrent dans les caractéristiques adaptées aux objectifs de l'enquête dont le principal concerne les jeunes de la tranche d'âge 18 à 35 ans. Les questions issues des variables et des indicateurs abordées portent essentiellement sur la situation du chômage à Pikine, les voies de contournement du chômage pour la satisfaction de leurs besoins et les pistes de solutions pour lutter contre ce phénomène. Après le dépouillement, l'analyse des données s'est appuyée sur ces différents points pour étayer les arguments et éclaircir davantage la situation du chômage dans la banlieue. Elle est faite à travers le logiciel d'enquête et de traitement des données *Kobocollect* et Excel qui nous a permis de concevoir des graphiques explicites et illustratifs pour une excellente

⁵ Les communes du département de Pikine visitées durant l'enquête de terrain sont : Pikine Est, Pikine Nord, Djiddah Thiaroye Kao, Guinaws Rails Sud, Thiaroye Sur Mer et Thiaroye Gare.

qualité de représentation. Le logiciel *Kobocollect* nous a permis de réaliser des graphiques et de ressortir des tableaux de tris à plat et de tris croisés. Les graphiques et les tableaux ont été effectués par l'entremise d'une analyse causale (établir des liens d'interdépendance ou des rapports de causalité entre variables).

2. Résultats de recherche

2.1. Appréciation du taux de chômage par les jeunes

Les jeunes de Pikine pensent que le taux de chômage est élevé (cumul de très élevé, élevé et assez élevé) avec 87,6% contre 5,8% qui pensent le contraire. 6,5% des jeunes enquêtés n'ont pas pu se prononcer sur cette question. Toutes les tranches d'âge de la jeunesse sont fortement touchées par le chômage mais toujours avec le cumul de très élevé, élevé et assez élevé, les 30-35 ans sont plus affectés, suivis de la tranche d'âge 24-29 ans. Cette situation s'explique par le fait que les jeunes de ces tranches d'âge sortent de l'école et terminent leur formation pour affronter le monde du travail dont l'accès est véritablement compliqué pour les jeunes. Ainsi, ces derniers sont obligés de rester dans les maisons sans rien faire, fréquenter les places publiques, prendre du thé et discuter ou de temps en temps réaliser une activité génératrice de revenus occasionnelle pour pouvoir satisfaire leurs besoins.

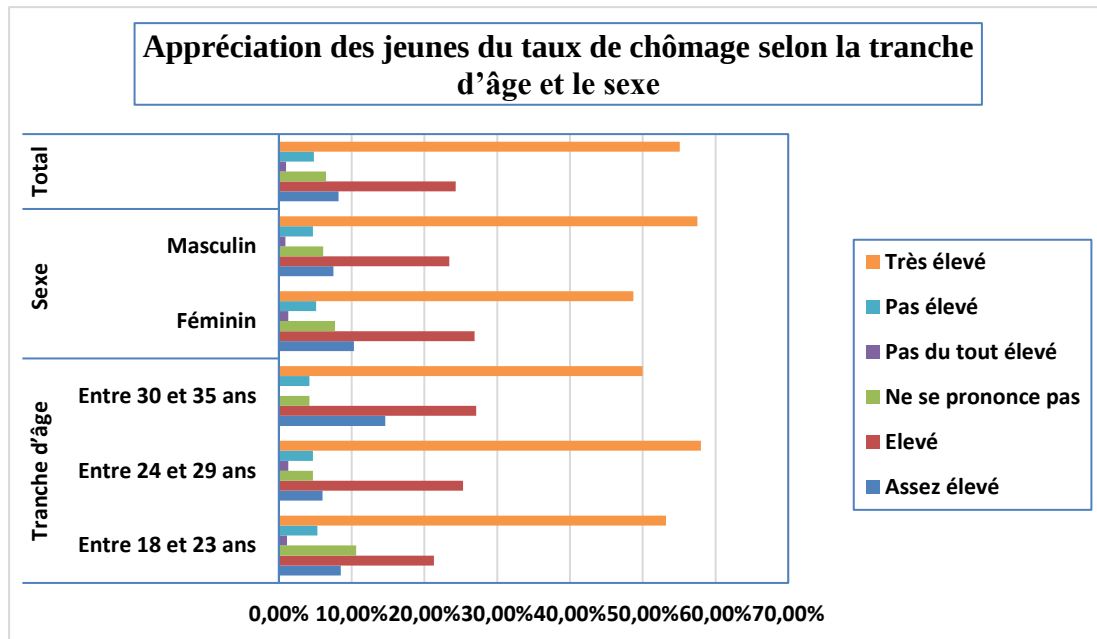
Tableau 1 : Appréciation du taux de chômage selon la tranche d'âge et le sexe

Appréciation des jeunes sur le taux de chômage selon la tranche d'âge et le sexe							
N=292		Tranche d'âge			Sexe		Total
		Entre 18 et 23 ans	Entre 24 et 29 ans	Entre 30 et 35 ans	Féminin	Masculin	
Assez élevé	Effectif	8	9	7	8	16	24
	%	8,5%	6,0%	14,6%	10,3%	7,5%	8,2%
Elevé	Effectif	20	38	13	21	50	71
	%	21,3%	25,3%	27,1%	26,9%	23,4%	24,3%
Ne se prononce pas	Effectif	10	7	2	6	13	19
	%	10,6%	4,7%	4,2%	7,7%	6,1%	6,5%
Pas du tout élevé	Effectif	1	2	0	1	2	3
	%	1,1%	1,3%	0,0%	1,3%	0,9%	1,0%
Pas élevé	Effectif	5	7	2	4	10	14
	%	5,3%	4,7%	4,2%	5,1%	4,7%	4,8%
Très élevé	Effectif	50	87	24	38	123	161
	%	53,2%	58,0%	50,0%	48,7%	57,5%	55,1%
Total	Effectif	94	150	48	78	214	292
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nous-mêmes, 2023

Globalement, les hommes sont légèrement plus touchés par le chômage avec 88,7% contre 85,9 pour les femmes. Donc, l'appréciation du taux de chômage par les jeunes à Pikine s'avère très élevée aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Ce taux élevé reflète le niveau de chômage du pays qui touche plus les zones urbaines que rurales. Spécifiquement, les différentes tranches d'âge soulignent que le taux de chômage à Pikine est très élevé avec plus de 50% des

réponses. De même, plus de 50% des répondants affirment que le chômage est très élevé chez les hommes contre 48,7% chez les femmes.



Source : Enquête de terrain réalisée par nous-mêmes, 2023

2.2. Pratiques de résilience des jeunes faces au chômage

La ville de Pikine est gangrenée par un fort taux de chômage qui touche particulièrement les jeunes. Mais nous nous sommes posé la question de savoir comment ces jeunes font pour subvenir à leurs besoins et satisfaire leurs aspirations. Ainsi, le plus grand nombre de jeunes chômeurs environ 30% font des travaux occasionnels, irréguliers pour gagner de l'argent et subvenir à leurs besoins. Ces travaux occasionnels concernent les chauffeurs, les manœuvres, les ouvriers journaliers, etc. En effet, dans la banlieue, plusieurs jeunes détenteurs de permis de conduire exercent le métier de chauffeurs de temps en temps en étant des substituts ou des facilitateurs dans les garages. D'autres jeunes sont également des ouvriers journaliers, des manœuvres, etc., qui travaillent occasionnellement et engrangent des « sous » pour la satisfaction de leurs besoins.

Au-delà du travail occasionnel, les jeunes chômeurs mènent leur vie « agréablement » grâce à l'assistance de la famille, des amis et des proches avec 26% de répondants. Cette assistance aux jeunes chômeurs se situe à deux niveaux : soit c'est un membre de la famille, un ami ou un proche qui vit dans le pays ou soit un émigré. Ce dernier peut ainsi apporter indirectement de l'assistance financière en passant par les parents qui à leur tour aident le chômeur pour la satisfaction de ses besoins. Après l'assistance de la famille, il y a le « business occasionnel » avec 22,3% de répondants qui permet de temps en temps au chômeur de subvenir à ses besoins.

Ce sont les activités génératrices de revenus épisodiques faites par le jeune chômeur qui avec un besoin urgent ou pour la satisfaction d'un désir, procède à la vente d'un vêtement, d'un téléphone portable ou de chaussures, etc, pour avoir des fonds. Ici, l'émigré peut être aussi un vecteur d'assistance qui envoie au jeune chômeur de l'habillement, des chaussures, du matériel électronique, etc, qui lui sert de monnaie d'échange pour subvenir à ses besoins.

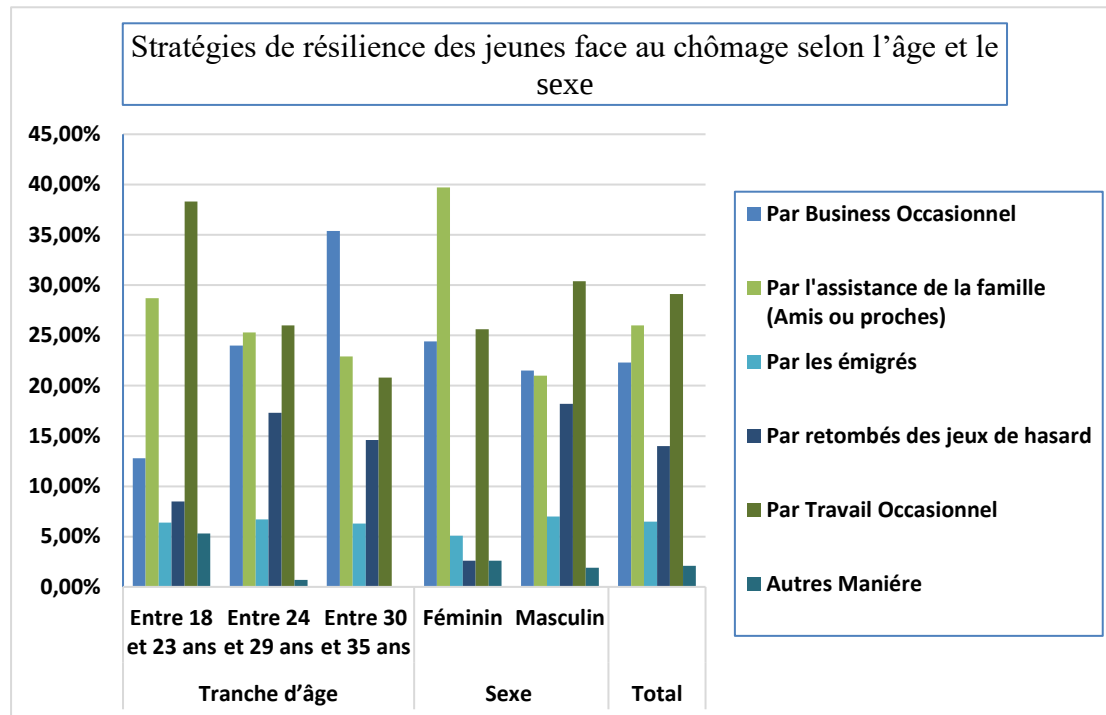
Tableau 2 : stratégies de résilience des jeunes faces au chômage selon l'âge et le sexe

Stratégies de résilience des jeunes face au chômage selon la tranche d'âge et le sexe							
N=292		Tranche d'âge			Sexe		Total
		Entre 18 et 23 ans	Entre 24 et 29 ans	Entre 30 et 35 ans	Féminin	Masculin	
Par Business Occasionnel	Effectif	12	36	17	19	46	65
	%	12,8%	24,0%	35,4%	24,4%	21,5%	22,3%
Par l'assistance de la famille (Amis ou proches)	Effectif	27	38	11	31	45	76
	%	28,7%	25,3%	22,9%	39,7%	21,0%	26,0%
Par les émigrés	Effectif	6	10	3	4	15	19
	%	6,4%	6,7%	6,3%	5,1%	7,0%	6,5%
Par retombés des jeux de hasard	Effectif	8	26	7	2	39	41
	%	8,5%	17,3%	14,6%	2,6%	18,2%	14,0%
Par Travail Occasionnel	Effectif	36	39	10	20	65	85
	%	38,3%	26,0%	20,8%	25,6%	30,4%	29,1%
Autres à préciser	Effectif	5	1	0	2	4	6
	%	5,3%	0,7%	0,0%	2,6%	1,9%	2,1%
Total	Effectif	94	150	48	78	214	292
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nous-mêmes, 2023

Il y a 14% de jeunes chômeurs de la banlieue qui s'accrochent aux jeux de hasard, à la loterie, au pari, pour gagner leur vie et satisfaire leurs besoins. Cette situation est confirmée par la forte présence des salles de jeux, des « pari sportifs », etc, très fréquentés par les jeunes à Pikine. Même si la plupart des jeunes ne gagnent pas et perdent leur argent dans ces salles de jeu, dans la loterie, dans le pari, certains parviennent à trouver leur compte et à « amasser des sous » qui leur permettent de subvenir à leurs besoins.

Nous avons aussi un pourcentage de 6,5% de jeunes chômeurs qui sont accompagnés directement par les émigrés amis ou proches pour subvenir à leurs besoins. Cette situation confirme l'importance et le rôle crucial des émigrés qui assistent financièrement leurs familles et les jeunes dans la gestion des dépenses quotidiennes et la satisfaction des besoins. Enfin, il y a environ 2% de jeunes chômeurs qui pour la satisfaction de leurs besoins font recourir à des pratiques malsaines, illégales pour engranger de l'argent. Ces pratiques tournent autour des arnaques, du truandage, du vol, des agressions, de la prostitution, etc. Elles font vivre, en effet, certains jeunes chômeurs de la banlieue qui, contrairement aux autres jeunes, ne bénéficient pas ou peu de l'assistance de la famille, des transferts d'argent des émigrés, du travail ou business occasionnel. Ainsi, cette catégorie de jeunes chômeurs peut être accro aux jeux de hasard et basculer facilement à la délinquance.



Source : Enquête de terrain réalisée par nous-mêmes, 2023

Sur le plan genre, les femmes chômeurs se débrouillent plus dans le business et le travail occasionnel plébiscité respectivement par 24,4% et 25,6% des répondants. Le business occasionnel des femmes concerne principalement la vente de produits et divers articles qui n'est pas pérenne, qui se fait de temps en temps par manque de financement ou de fonds de roulement. Pour le travail occasionnel, les femmes sont généralement employées sans contrat dans les activités commerciales, dans l'artisanat productif et de service, dans le transfert d'argent, dans les maisons pour les tâches ménagères, etc. Mais les femmes bénéficient plus de l'assistance de la famille, des proches (39,7%) qui leur permettent de subvenir à leurs besoins. Pour les hommes, on note que le travail occasionnel (30,4%) est le principal recours des chômeurs pour gagner parfois de l'argent et satisfaire leurs besoins. Ils bénéficient aussi de l'assistance de la famille, des proches (21%) et font souvent recours au business occasionnel (21,5%) pour subvenir à leurs besoins.

2.3. Pistes de solutions préconisées par les jeunes pour lutter contre le chômage

Des esquisses de solution pour lutter contre le chômage des jeunes sont proposées par les enquêtés. Elles se déclinent en deux volets : d'une part, les actions relevant des autorités, et d'autre part, celles qui incombent aux jeunes eux-mêmes pour sortir du chômage.

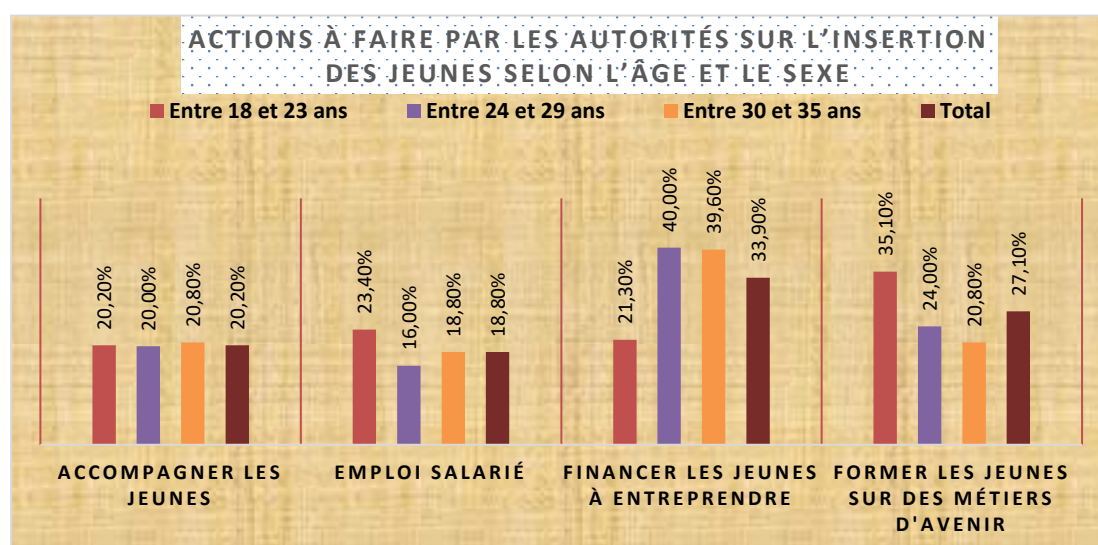
2.3.1. Les actions à faire par les autorités sur la question de l'insertion des jeunes

Tableau 3 : actions à faire par les autorités sur l'insertion des jeunes selon l'âge et le sexe

Actions à faire par les autorités sur l'insertion des jeunes selon l'âge et le sexe							
N=292		Tranche d'âge			Sexe		Total
		Entre 18 et 23 ans	Entre 24 et 29 ans	Entre 30 et 35 ans	Féminin	Masculin	
Accompagner les jeunes	Effectif	19	30	10	14	45	59
	%	20,2%	20,0%	20,8%	17,9%	21,0%	20,2%
Emploi salarié	Effectif	22	24	9	18	37	55
	%	23,4%	16,0%	18,8%	23,1%	17,3%	18,8%
Financer les jeunes à entreprendre	Effectif	20	60	19	29	70	99
	%	21,3%	40,0%	39,6%	37,2%	32,7%	33,9%
Former les jeunes sur des métiers	Effectif	33	36	10	17	62	79
	%	35,1%	24,0%	20,8%	21,8%	29,0%	27,1%
Total	Effectif	94	150	48	78	214	292
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nous-mêmes, 2023

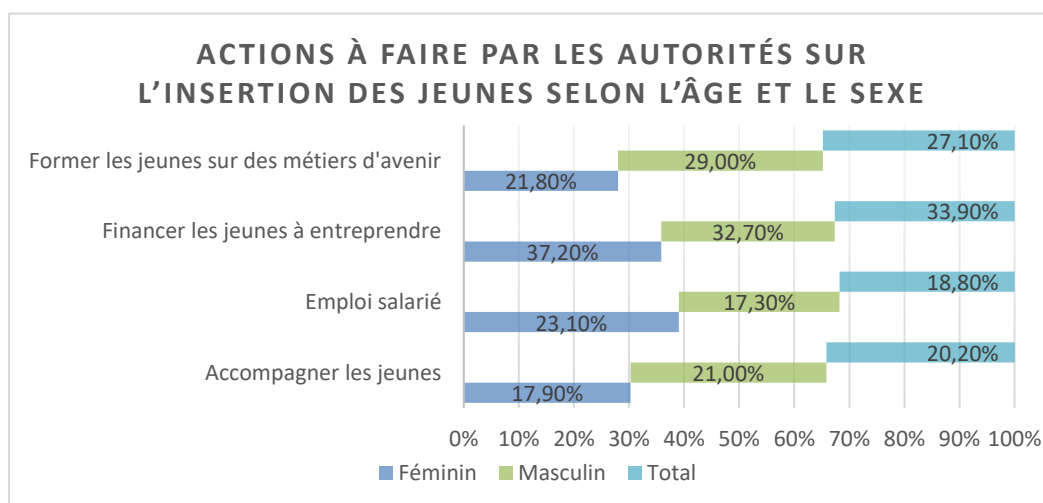
La plupart des jeunes interrogés pensent que le financement de l'entrepreneuriat avec 33,9% des répondants constitue la voie à suivre par les autorités centrales et décentralisées pour lutter contre le chômage des jeunes. Cette situation s'explique par le fait que la plupart des jeunes disent avoir un projet même si « c'est dans la tête » et ils ont besoin d'un financement pour la concrétisation de leur projet. C'est pourquoi ils sollicitent quasiment tous un accompagnement financier de la part de l'État et des collectivités territoriales. Un taux de 27,1% des jeunes chômeurs plébiscite la formation sur les métiers surtout sur les métiers d'avenir. En effet, ces derniers concernent entre autres les domaines de la télécommunication, du pétrole, de l'énergie, des mines, de la formation sur l'artisanat, etc. 20,2% des interviewés disent que les jeunes chômeurs ont plus besoin d'accompagnement pour faciliter leur insertion professionnelle par l'entrepreneuriat ou par un recrutement.



Source : Enquête de terrain réalisée par nous-mêmes, 2023

Ainsi, l'accompagnement porte sur la facilitation et l'intermédiation des collectivités locales et des structures étatiques chargées de la promotion de l'emploi des jeunes. Il peut aussi concerner le « lobbying » des structures publiques auprès des partenaires techniques et financiers, les banques, les institutions de microfinance pour la formation et le financement des jeunes porteurs de projet. Selon 18,8% des enquêtés, l'emploi salarié est la voie à suivre par les autorités pour la réduction du chômage dans la banlieue.

Pour la dimension genre, ce sont les femmes qui réclament le plus de financement des projets ou des activités génératrices de revenus que les hommes avec respectivement 37,2% de répondants contre 32,7%. Cette situation s'explique par le fait que les femmes sont plus dans des activités commerciales qui nécessitent beaucoup de fonds de roulement pour la survie et la stabilité de l'activité génératrice de revenus. Après l'accompagnement financier qui est plébiscité en premier aussi bien du côté des hommes que des femmes, c'est la formation sur des métiers qui vient en deuxième position chez les hommes avec 29% des répondants mais chez les femmes, c'est le recrutement pour un emploi salarié décent et régulier avec 23,1% d'enquêtés. Ce dernier est suivi de très près par la formation sur les métiers avec 21,8%, là où les hommes considèrent que l'accompagnement à l'insertion, à la formation et au financement avec 21% des répondants, est un moyen efficace de lutte contre le chômage. En dernière position, il y'a le recrutement pour un emploi salarié stable chez les hommes avec 17,3% contre 17,9% chez les femmes qui sont en faveur de l'accompagnement. Cette situation montre que les hommes visent plus l'entrepreneuriat pour l'insertion professionnelle des jeunes chômeurs par la formation et le financement des projets. Or pour les femmes, après le financement des activités génératrices de revenus, c'est l'emploi salarial qui est plus ciblé, car il est gage de stabilité et de sécurité.



Source : Enquête de terrain réalisée par nous-mêmes, 2023

2.3.2. Les actions à faire par les jeunes pour faciliter leur insertion professionnelle

Pour faciliter leur insertion socioprofessionnelle, nous avons demandé aux jeunes enquêtés, l'attitude à adopter par les jeunes chômeurs pour lutter contre le chômage. Ainsi, environ 30% des répondants affirment que les jeunes ne doivent négliger aucun job, car il n'y a pas de « sot métier ». Donc, un jeune qui a cet état d'esprit et qui adopte ce comportement peut ne pas se confronter aux problèmes d'insertion professionnelle même si c'est du sous-emploi. Mais 21,2% des jeunes enquêtés pensent qu'il faut doter les jeunes d'une qualification professionnelle qui leur permet d'être compétitif dans le marché de l'emploi ou de se tourner vers l'auto-emploi. Ce dernier très privilégié par les jeunes, reste une option qui peut faciliter l'accès à l'emploi de plusieurs jeunes chômeurs dotés d'une bonne qualification.

Des répondants avancent qu'avoir un esprit entrepreneurial (19,9%) peut permettre aux jeunes chômeurs d'être dans des activités génératrices de revenus et gagner leur vie convenablement. L'esprit entrepreneurial consiste à trouver le courage et à utiliser ses capacités, ses ressources et son plein potentiel afin d'avoir un projet rédigé prêt à être présenté à un partenaire technique et financier ou une institution de financement. Un jeune avec un esprit entrepreneurial met en œuvre tous les moyens nécessaires pour mener son projet en termes. Cette prise de conscience et cet état d'esprit adoptés par les jeunes chômeurs peuvent être « une voie de salut » pour la promotion de l'employabilité. 14,4% des jeunes enquêtés disent que les chômeurs doivent être actifs dans le marché du travail, dans la recherche de l'emploi. Ils doivent être patients et ne jamais se décourager dans leur quête de l'emploi en démultipliant leurs dépôts de demande d'emploi. Enfin, 13,4% des enquêtés avancent que les jeunes chômeurs doivent mettre en place leur projet sans attendre les autorités. Ce qui signifie ainsi que le chômeur doit être en activité en mettant en place une activité génératrice de revenus quels que soient les moyens, les revenus et le domaine d'activité.

Tableau 4 : Les actions à faire par les jeunes pour leur insertion professionnelle selon l'âge et le sexe

Les actions à faire par les jeunes pour leur insertion professionnelle selon l'âge et le sexe							
N=292		Tranche d'âge			Sexe		Total
		Entre 15 et 23 ans	Entre 24 et 29 ans	Entre 30 et 35 ans	Féminin	Masculin	
Actif dans le marché du travail	Effectif	16	18	8	12	30	42
	%	17,0%	12,0%	16,7%	15,4%	14,0%	14,4%
Avoir un esprit entrepreneurial	Effectif	15	35	8	20	38	58
	%	16,0%	23,3%	16,7%	25,6%	17,8%	19,9%
Avoir une qualification professionnelle	Effectif	21	29	12	15	47	62
	%	22,3%	19,3%	25,0%	19,2%	22,0%	21,2%
Mettre en place un projet ou AGR	Effectif	10	23	6	8	31	39
	%	10,6%	15,3%	12,5%	10,3%	14,5%	13,4%
Ne pas négliger un job	Effectif	31	43	14	22	66	88
	%	33,0%	28,7%	29,2%	28,2%	30,8%	30,1%
Autres à préciser	Effectif	1	2	0	1	2	3
	%	1,1%	1,3%	0,0%	1,3%	0,9%	1,0%
Total	Effectif	94	150	48	78	214	292
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête de terrain réalisée par nous-mêmes, 2023

En ce qui concerne la dimension genre, du côté des hommes comme de celui des femmes, le fait de ne négliger aucun travail est plébiscité par les répondants avec respectivement 30,8% et 28,2% comme la meilleure attitude à adopter par les jeunes chômeurs pour sortir de l'ornière. Il y a aussi la qualification professionnelle pour les hommes (22%) et l'adoption d'un esprit entrepreneurial du côté des femmes (25,6%) qui sont des voies à suivre par les jeunes chômeurs pour gagner leur vie et satisfaire leur besoin. C'est quasiment pareil pour les femmes dont 19,2% pensent qu'avoir une qualification professionnelle est une voie idéale de promotion de l'emploi au moment où 17,8% d'hommes sont favorables à l'entrepreneuriat, à l'esprit entrepreneurial. Enfin, le fait d'être actif dans le marché du travail, dans la recherche d'emploi avec environ 15% aussi bien chez les femmes que chez les hommes et la mise en place d'une activité génératrice de revenus quelle que soit la dimension, avec 10,3% chez les femmes et 14,5% les hommes, sont les autres chemins à suivre par les jeunes chômeurs pour faciliter leur accès à l'emploi.



Source : Enquête de terrain réalisée par nous-mêmes, 2023

3. Discussion

Le phénomène du chômage et du sous-emploi touche toutes les catégories sociodémographiques et toutes les zones du pays. Mais, il concerne plus particulièrement les jeunes dans les zones urbaines surtout dans les banlieues. Selon les estimations, plus de 100 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail sénégalais (A. D. Tsambou et al., 2022 : 3), mais ils sont confrontés à énormément de difficultés pour trouver un travail décent. L'économie sénégalaise ne crée pas suffisamment d'emplois pour absorber tous les jeunes qui arrivent chaque année sur le marché de l'emploi. Cette capacité limitée d'insertion des jeunes a pour corollaire l'accélération de l'exode rural et la montée de l'émigration clandestine ; ce qui perturbe gravement les équilibres socioéconomiques du pays (A. Kane et al., 2019 : 1). En effet, les conséquences du chômage peuvent être désastreuses surtout chez les jeunes, car elles peuvent entraîner les modifications de leurs comportements (M. Y. Guissé, 1995 : 156). Dans notre pays, le chômage avec ses lots de conséquences comme l'oisiveté, la délinquance, la perversion et leurs corollaires sont devenus une réalité quotidienne surtout dans la banlieue. De plus en plus, les jeunes sont au chômage (M. Ndiaye, 2002 : 12) et leur situation socio-économique sombre, porteuse de tous les dangers pour la paix sociale et la stabilité économique ne peut pas permettre le développement du pays.

La ville de Pikine est marquée par l'emploi précaire avec plus de travailleurs irréguliers que réguliers, car la plupart des activités génératrices de revenus sont dans le secteur informel. Ce qui signifie ainsi que les jeunes qui travaillent de temps en temps, de manière irrégulière ou les jeunes qui mènent des activités commerciales occasionnellement subissent les réalités socio-économiques et l'environnement socio-professionnel du territoire. L'artisanat productif et de services très présent à Pikine est le secteur d'activités de plusieurs jeunes dont certains sont aussi dans des activités épisodiques⁶. Les hommes sont plus présents dans ce secteur d'activités qui demande une certaine qualification. C'est pourquoi un pourcentage important de répondants hommes considère la qualification professionnelle comme une option capitale de lutte contre le chômage des jeunes. Par contre, les femmes sont plus favorables à l'entrepreneuriat, aux activités génératrices de revenus comme les activités commerciales qui correspondent d'ailleurs aux secteurs d'activités de prédilection des femmes dans la banlieue. Mais le déficit de moyens financiers pour l'investissement et le fonds de roulement fait que beaucoup de jeunes femmes

⁶ Pour l'artisanat de services, on peut citer la maçonnerie, la peinture, etc et pour l'artisanat de production, il y'a la couture, la menuiserie, etc.

sont tantôt dans le chômage, tantôt dans une activité génératrice de revenus. Ce qui relève ainsi l'instabilité de leur activité commerciale engendrée par un manque de moyens financiers.

Globalement, c'est avec l'industrialisation du pays que beaucoup de jeunes chômeurs peuvent être absorbés dans le monde professionnel. Elle constitue un secteur qui peut assurer aux travailleurs occasionnels (journaliers, ouvriers) un recrutement plus rassurant avec une meilleure condition de travail et de rémunération. Mais compte tenu des réalités du territoire et de l'environnement socio-économique de Pikine, c'est sur le levier du triptyque formation-accompagnement-financement que les autorités étatiques et décentralisées doivent appuyer pour lutter contre le chômage des jeunes et le sous-emploi et promouvoir l'employabilité régulière et décente.

Conclusion

Dans la ville de Pikine, les jeunes sont très touchés par le chômage aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Mais ils trouvent les moyens de gagner de l'argent occasionnellement ou d'être assistés pour la satisfaction de leurs besoins. C'est par le travail ou le business épisodique, par assistance de la famille, des proches, des émigrés ou par des jeux de hasard, de pari, de loterie que les jeunes chômeurs accumulent des « sous » pour subvenir à leurs besoins. Les femmes chômeuses bénéficient plus de l'assistance de la famille et des proches que les hommes qui sont plus actifs dans le travail occasionnel, là où les femmes chômeurs sont plus dynamiques dans le travail et le business occasionnels. Pour lutter contre le chômage, des pistes de solutions sont indiquées aux autorités centrales et décentralisées et aux jeunes chômeurs eux-mêmes qui peuvent les sortir petit à petit de l'ornière. Les autorités doivent appuyer sur le levier du triptyque formation, accompagnement et financement au détriment du recrutement salarié, même si de manière désagrégée le financement des projets et la formation sur les métiers sont plus plébiscités par les enquêtés. Du côté des jeunes chômeurs, les suggestions tournent principalement sur le fait de ne pas négliger un job, d'avoir une qualification professionnelle et d'avoir un esprit entrepreneurial.

Donc, pour atténuer les conséquences socioéconomiques du chômage massif des jeunes, les pouvoirs publics doivent tenir en compte ces pistes de solutions dans la mise en place des dispositifs pour faciliter l'insertion des jeunes sur le marché du travail. En effet, ils ont mis en place depuis les années 2000 plusieurs mesures et dispositifs⁷ de promotion de l'emploi, mais

⁷ L'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ) a été créée en 2014 suite à la fusion de l'ANEJ, l'AJEB, l'ANAMA et le FNPJ mise en place dans les années 2000. Cette structure est accompagnée par d'autres dispositifs qui agissent directement ou indirectement sur la politique de l'emploi. Il s'agit de l'ADEPME, du PRODAC, du PSE-J, de l'ANIDA et du 3FPT.

les résultats escomptés n'ont pas suivi. Le développement de ces dispositifs et la hausse du nombre de jeunes qui y ont recours ces dernières années, ont nécessité une mobilisation importante de ressources financières. Ainsi, au regard des masses budgétaires engagées et du nombre de jeunes concernés, la question de l'efficacité des dispositifs mis en place et plus particulièrement celle de son impact sur l'amélioration de la situation des jeunes sur le marché du travail demeurent une préoccupation centrale (A. Kane et al., 2021 : 107). D'ailleurs, certaines études ont montré que la participation à un programme public d'appui à l'emploi ne permet pas toujours aux jeunes d'avoir un emploi ou de réduire leur durée de chômage (B.L. Cockx et M. Dejemeppe, 2002 : 28, J. Kluve et al., 2019 : 243). En attendant de trouver d'autres solutions efficaces de réduction drastique du chômage, les jeunes tentent de gagner leur vie au sein des structures socio-économiques à la fois défavorables et limitées (A. M. Honwana, 2012 : 4). C'est pourquoi avec les possibilités limitées d'emploi formel et décent, les jeunes sont pour la plupart poussés à exercer dans le secteur informel (République du Sénégal, 2018 : 26), d'autres sont dans des stratagèmes futés (S. Prothmann, 2018 : 9) pour s'en sortir.

Références bibliographiques

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), 2023, *Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal*, troisième trimestre 2023, Ministère de l'économie du plan et de la coopération, Note d'informations, décembre 2023, 6 p.

ANSD, 2023, *Situation Economique et Sociale du Sénégal 2020 – 2021*, Ministère de l'économie du plan et de la coopération, décembre 2023, 166 p.

ANSD, 2023, *Annuaire de la population du Sénégal : Année 2022*, Ministère de l'économie du plan et de la coopération, Répartition de la population du Sénégal par région en 2022, avril 2023, 36 p.

ANSD, 2017, *Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal*, deuxième trimestre 2017, Ministère de l'économie du plan et de la coopération, World Bank Group, Note d'informations, septembre 2017, 9 p.

COCKX Bart Leo Wim et DEJEMEPEPE, Muriel, 2002, "Do the Higher Educated Unemployed Crowd Out the Lower Educated Ones in a Competition for Jobs?" *IZA Discussion Papers*, No. 541, Institute for the Study of Labor (IZA), Bonn, 40 p.

DIALLO Mamadou Abdoulaye, 2023, *Au centre des priorités des jeunes sénégalais : La gestion de l'économie, l'insécurité et l'emploi* ; Dépêche N°711 d'Afrobarometer, CRES, CDD Ghana, 13 p., 4 octobre 2023.

DIALLO Mamadou Abdoulaye, & DIALLO Soukeyna, 2021, *Entre sentiments d'insécurité et d'impunité, les Sénégalais accusent le chômage des jeunes comme principale cause de la délinquance*, Dépêche No. 481 d'Afrobarometer, CRES, 12 p., 27 septembre 2021.

DIALLO Mamadou Abdoulaye, & DIALLO Hassana., 2021, *Malgré une baisse du chômage, les Sénégalais réclament plus d'efforts du gouvernement en matière de création d'emplois*, Dépêche No 499 d'Afrobarometer, CRES, 14 p., 20 décembre 2021.

GUISSE Youssouph Mbargane, 1995, « Travail salarié et insertion urbaine à Dakar-Pikine », La ville à guichets fermés ? Itinéraires, réseaux et insertion urbaine », *IFAN / ORSTOM*, p.155-166.

HONWANA M. Alcinda, 2012, "The Time of Youth: Work, Social Change, and Politics in Africa", Sterling, VA: Kumarian Press. Stylus Publishing, p.1-18.

KANE Abou, BARRY Ibrahima, MARONE Mamadou, NDOYE Laye Mamadou, THIONGANE Mamaye, SECK Aliou, DOGBE Komlan Amen, 2019, *Evaluation d'impact des programmes de promotion de l'emploi des jeunes au Sénégal : cas de la Convention Nationale Etat-Employeurs (CNEE)* ; Projet : Améliorer les politiques d'emploi des jeunes en Afrique francophone ; CREFDES – CRDI, 60 p.

KANE Abou, NDOYE Mamadou Laye et DOGBE Amen Komlan, 2020, « Programmes de stage et accès à l'emploi : une application à la Convention nationale État-employeurs du secteur privé au Sénégal », *Revue d'économie du développement*, 2020/4 Vol. 28, p.47-81.

KANE Abou, NDOYE Mamadou Laye et SECK Aliou, 2021, « Efficacité du dispositif d'accompagnement à l'insertion professionnelle des jeunes au Sénégal », *African Development Review* - Volume 32, p.106-118.

KANE Abou, 2014, "Analysis of labor market participation in Senegal", *AERC Research Paper* 266, 2014, p.1-30.

KLUVE Jochen, PUERTO Susana, ROBALINO David, ROMERO M. José, ROTHER Friederike, STÖTERAU Jonathan, WEIDENKAFF Félix et WITTE Marc, 2019, "Do youth employment programs improve labor market outcomes? A quantitative review", *World Development*, 114, p.237-253.

NDIAYE, Macodé, 2002, *La lutte contre le Chômage des Jeunes au Sénégal : l'insertion socio-économique par l'entrepreneuriat*, Monographie de fin d'étude en vue de l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions d'inspecteur d'éducation populaire, de la jeunesse et des sports, INSEPS, Année académique 2000-2002, 75 p.

PDV, 2017, *Plan de Développement de la Ville de Pikine 2018-2023*, Version provisoire (Décembre 2017), PNDL, ARD, Ville de Pikine, 100 p.

PROTHMANN Sebastian, 2018, « Identités urbaines et appartenance : les discours des jeunes hommes de Pikine (Sénégal) à propos de leur ville », *International Development Policy / Revue internationale de politique de développement*, p.1-17.

REPUBLIQUE DU SENEGAL, 2021, *Programme d'urgence pour l'insertion socio-économique et l'emploi des jeunes*, XËYU NDAW ÑI, Think tank citoyen WATHI et la Fondation Konrad Adenauer, consulté 20 mars 2024, <https://senegalpolitique.org/programme-durgence-pour-linsertion-socio-economique-et-lemploi-des-jeunes-ministere-de-leconomie-du-senegal-2021/>

REPUBLIQUE DU SENEGAL, 2018, *Plan d'Actions Prioritaires 2019 – 2023*, Plan Sénégal Emergent, 143 p.

TSAMBOU André Dumas, DIALLO Thierno Malick, FOMBA Kamga Benjamin, 2022, « Programmes d'Appui à l'Emploi et Employabilité des Jeunes dans les Secteurs pourvoyeurs d'emplois au Sénégal », CREA, *Economic Research Forum*, INCLUDE, 50 p.